

VERS LA GUERRE,
VERS LE FASCISME...



**IMPÉRIALISME:
LA TRAJECTOIRE
DU CAPITAL**



SOMMAIRE

VERS LA GUERRE, VERS LE FASCISME...

IMPÉRIALISME : LA TRAJECTOIRE DU CAPITAL

PAR DENIS GODARD PAGE 3

SE PRÉPARER AUX GUERRES QUI (RE)VIENNENT

PAR JAD BOUHAROUN PAGE 5

ÉTATS-UNIS / CHINE : VERS UN NOUVEAU PARTAGE
DU MONDE ?

PAR NICOLAS VERDON PAGE 13

LE CAPITALISME PEUT-IL SE PASSER DES
FRONTIÈRES ?

PAR ROSS HAROLD PAGE 18

LE CAPITALISME EN FRANCE ET LA PLACE
PARTICULIÈRE DU MILITAIRE

PAR MATHIEU PASTOR PAGE 25

À LIRE, POUR ALLER PLUS LOIN PAGE 33

QUI SOMMES-NOUS ? PAGE 34

VERS LA GUERRE, VERS LE FASCISME...

IMPÉRIALISME: LA TRAJECTOIRE DU CAPITAL

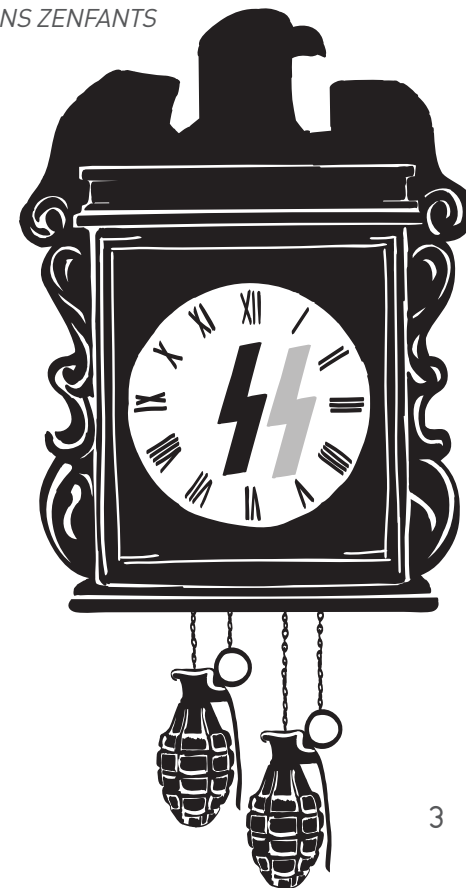
« JE SUIS PAS FRANÇAIS COMME UN SOLDAT DE L'ARMÉE
LA MARSEILLAISE, JE SAIS TOUJOURS PAS LA CHANTER
J'AIME PAS LES DRAPEAUX, LES KÉPIS, LES CALOTS
LES BATAILLES DE BATEAUX, LES RAFALES DE DASSAULT »

MÉDINE, ALLONS ZENFANTS

Course à l'armement et militarisation des États, progression de l'autoritarisme et des États policiers au cœur même des « démocraties libérales », politique des frontières et protectionnisme économique, montée du racisme et du nationalisme, danger du fascisme... Y-a-t-il une rationalité dans cette dérive monstrueuse du monde, dans ce qui apparaît comme totalement irrationnel d'un simple point de vue « humaniste » dans un monde qui n'a jamais été aussi riche en ressources et en connaissances ?

Chercher et dévoiler cette rationalité est l'opposé exact d'une légitimation. Le contraire d'un compromis avec l'évolution d'un monde vers la guerre et le fascisme. L'inverse d'un fatalisme qui consacre notre impuissance.

Car s'il n'y a pas de rationalité, il n'y a pas de combat possible. Car alors il n'y a pas de stratégie pour lutter. D'où la profusion des théories irrationnelles



et complotistes, de la progression des thèses de la « guerre des civilisations » ou « du grand remplacement » : elles construisent des ennemis à combattre et légitiment opportunément la dérive pour mieux l'amplifier.

Nous disons que cette rationalité est celle du capital. Elle porte un nom, un autre nom du capitalisme qui permet de mieux comprendre sa logique actuelle : l'impérialisme.

L'impérialisme est ce stade où la concurrence entre capitaux sur le marché mondial prend de plus en plus la forme de conflits géopolitiques et militaires entre États et blocs d'États. D'où le renforcement de gouvernements plus autoritaires et militarisés, l'importance du nationalisme et de la question des frontières. L'impérialisme est un temps où dans les rapports internationaux comme dans la « gestion des populations » il n'y a progressivement plus de politique que bestiale, celle de la force. C'est cela le système des frontières.

Comprendre cette « trajectoire du capital », qui entraîne toute la société et la planète entière, permet d'éclairer les enjeux de toutes les questions posées en dehors du contexte global. Cette trajectoire montre aussi comment toute riposte, toute lutte, prend un sens dans une lutte contre le capitalisme lui-même.

Voilà pourquoi le renforcement de l'Otan et du militarisme, légitimé actuellement par la guerre en Ukraine, doit être combattu au même titre que l'agression russe. Voilà pourquoi la lutte contre les frontières, contre le racisme et le nationalisme, la solidarité avec les sans-papiers et migrant-es, sont un enjeu pour toute la société, incontournable pour construire une conscience de classe.

Les textes qui suivent ont été rédigés pour différents numéros des *Cahiers de l'Autonomie de classe*. Ils ne sont ni le

Ce n'est pas le fascisme qui entraîne la société vers la guerre, le nationalisme, le racisme et des formes plus autoritaires et militarisées du pouvoir. C'est la trajectoire impérialiste du capital qui crée les conditions propices pour le développement du fascisme

premier ni le dernier mot d'une élaboration sur cette question. Mais ils permettent de clarifier les conditions de la lutte. D'ouvrir un chemin vers un autre futur.

Un dernier mot sur une question qui n'est pas abordée dans cette brochure mais qui en démontre toute l'importance. Impérialisme et fascisme sont historiquement liés. Cependant ces textes montrent que ce n'est pas le fascisme qui entraîne la société vers la guerre, le nationalisme, le racisme et des formes plus autoritaires et militarisées du pouvoir. C'est en réalité la trajectoire impérialiste du capital qui crée les conditions propices pour le développement du fascisme.

La distinction est cruciale. Car cela détermine aussi la stratégie nécessaire pour combattre le danger du fascisme, l'articulation concrète, sur le terrain de la lutte, entre antifascisme et anticapitalisme. En défendant d'une part la nécessité de combattre, marginaliser et détruire les forces et organisations fascistes susceptible d'utiliser ces conditions pour imposer le fascisme. Et en comprenant, d'autre part, qu'il n'y aura pas de lutte conséquente contre le développement d'un mouvement fasciste si celle-ci ne s'accompagne pas de luttes contre l'impérialisme dans toutes ses dimensions, sociale et politique, nationaliste et raciste, policière et militaire.

DENIS GODARD



SE PRÉPARER AUX GUERRES QUI (RE)VIENNENT

L'INVASION RUSSE DE L'UKRAINE ENTRE DANS SON 7^e MOIS SANS SOLUTION EN VUE. À L'AUTRE BOUT DE LA PLANÈTE, LA CONCURRENCE ÉCONOMIQUE ENTRE LA VIEILLE PUISSANCE DES USA ET LA CHINE ÉMERGENTE SE TRANSFORME SOUS NOS YEUX EN RIVALITÉ MILITAIRE, AVEC LE DÉTROIT DE TAIWAN COMME POINT DE DÉFLAGRATION ANNONCÉ.

Après des décennies où les guerres semblaient se cantonner aux périphéries du système capitaliste, nous assistons au retour des combats et des tensions au cœur même du système : l'Europe et l'Asie du Sud-Est. Les rivalités économiques, commerciales et géopolitiques se doublent d'une course effrénée aux armements. La situation ressemble furieusement au début du 20^e siècle qui avait accouché de la Première Guerre mondiale. Les révolutionnaires qui, à l'époque, avaient refusé de se ranger derrière leurs

classes dirigeantes respectives avaient inscrit deux slogans sur leurs bannières : « l'ennemi principal est à la maison », et « transformer la guerre impérialiste en guerre civile ». Ces mots d'ordres sont-ils toujours d'actualité ?

À en croire les réactions de la grande majorité de la gauche à l'invasion russe de l'Ukraine, la réponse est clairement non. Une partie insignifiante de la gauche légitimise de fait la guerre déclenchée par Poutine contre l'Ukraine et reprend, avec quelques nuances d'usage, la propagande du chef du Kremlin. Mais cette « gauche »

Bien plus graves sont les positions prises par la gauche qui reconnaît la nature impérialiste de la politique poursuivie par l'État russe mais ne voit d'autre réponse possible que de s'aligner objectivement avec un impérialisme rival, donc avec sa propre classe dirigeante

ne mérite pas qu'on s'attarde sur son cas. Bien plus graves sont les positions prises par la gauche qui reconnaît à juste titre la nature impérialiste de la politique poursuivie par l'État russe, mais ne voit d'autre réponse possible que de s'aligner objectivement avec un impérialisme rival, donc avec sa propre classe dirigeante.

Sans prétendre à une revue exhaustive, cet article va tenter de montrer que les positions erronées de la gauche proviennent fondamentalement d'une incompréhension de la nature de l'impérialisme, qui l'empêche de voir la guerre en Ukraine dans son contexte plus large — et donc de se préparer aux confrontations à venir.

QU'EST-CE QUE L'IMPÉRIALISME ?

D'une certaine manière, l'impérialisme existe depuis que l'État existe. Empire romain, égyptien, perse, arabe, chinois, germanique, mongol, ottoman, etc. : de nombreuses civilisations ont exhibé des tendances à l'expansion armée. Le schéma de l'époque était relativement simple : les classes dirigeantes de ces sociétés vivaient dans des grandes villes (Rome, Ctésiphon, Bagdad, Pékin, etc.) et exploitaient les classes paysannes des zones rurales aux alentours. Une puissance émergente avait

donc tendance à utiliser son armée pour conquérir de nouvelles terres, accaparant ainsi plus de ressources qui servaient principalement à la consommation de la classe dirigeante. Dans ce contexte, les forces armées servaient principalement à assurer l'obéissance des classes paysannes et l'extraction des ressources par la force. Les guerres entre les différentes puissances impérialistes avaient un caractère épisodique et secondaire ; le trait principal était la domination des faibles par les forts.

L'impérialisme moderne est un phénomène très différent. Son trait principal est la rivalité entre les plus grosses puissances capitalistes, alors que la domination des faibles par les forts, malgré toute sa brutalité, en est une conséquence.

L'impérialisme moderne trouve son origine dans le système économique capitaliste arrivé à un certain niveau de développement.

La tendance à la concentration et à la centralisation du capital, identifiée par Marx dès le 19^e siècle, est une conséquence naturelle de la nature compétitive du capitalisme. Les entreprises les plus profitables peuvent investir pour baisser leurs coûts de production et ainsi agrandir leurs parts de marché au détriment de leurs rivaux. Les entreprises les moins profitables disparaissent ou, souvent, sont rachetées par leurs rivales plus puissantes. Ainsi, un nombre toujours plus petit d'entreprises concentre de plus en plus de capitaux et

L'impérialisme moderne est un phénomène très différent. Son trait principal est la rivalité entre les plus grosses puissances capitalistes, alors que la domination des faibles par les forts, malgré toute sa brutalité, en est une conséquence

La dépendance mutuelle et dialectique entre État et capital crée ce lien entre la compétition géopolitique et la compétition économique : c'est la caractéristique fondamentale de l'impérialisme

occupe une plus grande partie du marché. Des branches entières de production sont dominées par une poignée de compagnies ou de groupes. L'essor des banques et du système financier, en permettant de rassembler des capitaux issus de différents domaines pour les diriger en tant qu'investissements, ne fait que doper ces tendances. Le révolutionnaire russe Nikolai Boukharine explique en 1914 : « *Là où de nombreuses entreprises propriétés d'individus étaient en compétition les unes avec les autres, on voit apparaître la concurrence la plus féroce entre une poignée de groupes capitalistes géants poursuivant une politique complexe et calculée [...] La compétition est réduite à peau de chagrin à l'intérieur des économies 'nationales', pour prendre des proportions colossales dans l'arène de l'économie mondiale.* »¹

Ce partage du monde entre les multinationales ne relègue aucunement les États nationaux aux arrière-plans. Dans leur combat dans l'arène mondiale, les firmes capitalistes ont un besoin vital de s'adosser à un État suffisamment puissant pour défendre leurs intérêts face aux entreprises liées à d'autres États, de leur assurer un accès aux matières premières et à la force de travail dans des conditions favorables, et enfin de leur « ouvrir » et de protéger leurs parts de marché sur tous les continents.

De son côté, l'État moderne a besoin d'encourager le développement du capitalisme. Une de ses sources principales de revenus est la taxation des profits des

entreprises : l'État s'approprié ainsi une partie des fruits de l'exploitation du travail salarié, et est donc directement intéressé par le succès de « ses » capitalistes (quand il n'agit pas lui-même en tant que capitaliste, par exemple à travers les entreprises dont il est actionnaire). De plus, le pouvoir d'un État moderne, de sa bureaucratie et de ses forces armées, repose sur des infrastructures et des équipements matériels. Moyens de communication, de transport, armes, marine, aviation, etc., tous ces attributs de puissance, sans lesquels l'autorité d'un État disparaîtrait en fumée, sont inconcevables sans l'industrie capitaliste.

Enfin, tout comme la concurrence entre les différents capitaux est une caractéristique fondamentale du système, l'État moderne existe forcément en compétition avec d'autres États.

La dépendance mutuelle et dialectique entre État et Capital crée ce lien entre la compétition géopolitique et la compétition économique : c'est la caractéristique fondamentale de l'impérialisme.

La hiérarchie des nations impérialistes n'est pas figée : la dynamique du capitalisme est inégale dans l'espace et dans le temps, et le centre de gravité de l'accumulation ne reste jamais au même endroit. Le partage du monde et des zones d'influences repose sur des rapports de forces entre les différentes nations capitalistes, rapports qui sont eux-mêmes instables. Les relations se décident, en dernier lieu, par la puissance militaire.

Selon Lénine, « *Les alliances pacifiques préparent les guerres et, à leur tour, naissent de la guerre ; elles se conditionnent les unes les autres, engendrant des alternatives de lutte pacifique et de lutte non pacifique sur une seule et même base, celle des liens et des rapports impérialistes de l'économie mondiale et de la politique mondiale.* »²

C'est ainsi que la lutte économique et politique permanente explose en des déflagrations violentes où les questions de rapport de forces se règlent par les armes. La guerre n'est donc, selon la célèbre formule du théoricien militaire prussien Carl von Clausewitz, que la continuation de la politique par d'autres moyens. C'est d'autant plus vrai dans les périodes de déséquilibre aigu, lorsque des puissances économiques sur le déclin utilisent leur force armée pour enrayer leur chute, tandis que les forces émergentes tentent de se construire une puissance militaire digne de leur nouveau statut économique.

C'était notamment le cas des deux guerres mondiales qui éclatèrent sur le continent européen. La Grande-Bretagne et la France étaient deux puissances sur le déclin mais fortes de leurs colonies et de leur influence commerciale et politique accumulée lorsqu'elles se trouvaient au sommet de la hiérarchie. L'Allemagne, puissance émergente, devenue économiquement plus dynamique, cherchait à se forger une stature politique et commerciale digne de son nouveau statut économique, donc à empiéter sur le territoire des anciennes puissances.

L'IMPÉRIALISME ET LA GUERRE EN UKRAINE

L'impérialisme est donc ancré dans l'ADN du capitalisme moderne ; reprocher à Poutine de mener une politique impérialiste équivaut à reprocher à un patron de mener une politique capitaliste.

Les formes spécifiques prises par la relation entre l'État et le capital, les stratégies spécifiques adoptées par les classes dirigeantes peuvent varier d'une époque à l'autre selon une multitude de facteurs historiques et politiques. Dans

un article publié en juin 2022, le militant britannique Rob Ferguson revient sur les trois dernières décennies qui ont fait que l'Ukraine s'est retrouvée prise au milieu de la « fissure eurasiatique » entre la Russie et l'Otan. Il résume la problématique post-soviétique ainsi :

« La Russie a émergé de l'effondrement de l'empire soviétique avec une économie, un État et une armée sérieusement affaiblis ; mais elle était loin d'être impuissante. Elle a hérité du deuxième plus grand arsenal nucléaire du monde et des plus grosses forces armées conventionnelles de la région. La plupart des États de l'ex-URSS restèrent longtemps dépendants des ressources énergétiques russes ainsi que de l'infrastructure industrielle et économique mise en place sous le pouvoir soviétique. La puissance de la Russie étant limitée comparé aux USA et à ses alliés, il est d'autant plus vital pour l'État russe d'être capable de défendre ce qui lui reste d'influence et de pouvoir. »³

Le rôle historique de Vladimir Poutine doit être vu dans ce contexte. Après le chaos de la première décennie post-URSS, l'arrivée au pouvoir de l'ancien du KGB a permis de discipliner les oligarques, de recentraliser le pouvoir d'État (notamment en menant des guerres sanglantes en Tchétchénie et en refondant les appareils de sécurité intérieure) et de reprendre un contrôle direct sur certains secteurs économiques stratégiques. La relation entre le capital et l'État fut ainsi reconstruite en Russie, sur des bases économiques certes moins élevées que l'URSS⁴, mais

La puissance de la Russie étant limitée comparé aux USA et à ses alliés, il est d'autant plus vital pour l'État russe d'être capable de défendre ce qui lui reste d'influence et de pouvoir

L'impérialisme n'est pas simplement une politique poursuivie par une classe dirigeante mais c'est une conséquence objective de la rivalité économique et de la rivalité géopolitique sous le capitalisme

permettant néanmoins à l'État russe d'utiliser sa puissance économique et militaire pour défendre son influence régionale face à l'expansion de l'Otan. La guerre en Ukraine ne peut être vue hors de ce contexte. Le fait que l'impérialisme russe soit principalement occupé par la défense de ses intérêts face à un impérialisme plus puissant ne le rend pas le moins du monde légitime ; il s'agit simplement pour nous d'essayer de comprendre ce qui se passe, sur quelles bases réelles les exploités se concurrencent entre eux.

La réaction de l'Otan à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, en plus des sanctions économiques visant la Russie et de l'armement direct de l'armée ukrainienne, est résumée par cette observation de Henry Foy :

« Alors que la guerre fait rage en Ukraine, les pays du flanc Est de l'Otan sont le théâtre du déploiement militaire le plus rapide et le plus massif de l'histoire moderne de l'Europe : un état d'alerte et de mobilisation qui n'est pas tout à fait celui d'une guerre, mais qui est aussi loin de la paix [...] et sans les accords de la guerre froide qui servaient de garde-fous. »⁵

Il est clair que l'enjeu objectif de cette guerre, qu'on le veuille ou non, dépasse largement la question de l'autodétermination du peuple ukrainien dont l'Otan et Poutine se foutent éperdument. Pour l'Otan, l'enjeu est double : d'un côté, « transformer l'Ukraine en Afghanistan », comme l'a dit sans sourciller Hillary Clinton, c'est-à-dire de profiter de l'erreur d'un rival pour

l'affaiblir fût-ce au prix de la destruction de l'Ukraine. Mais pour l'État américain, qui reste de loin l'impérialisme le plus puissant et le plus dangereux de la planète, l'enjeu dépasse la Russie. Cette dernière est un rival économique insignifiant, et un rival militaire de second rang capable tout au plus de jouer un rôle régional.⁶ L'enjeu stratégique pour l'impérialisme US est représenté par la puissance capitaliste émergente qui menace son hégémonie économique comme aucune ne l'avait jamais fait auparavant : la Chine. La guerre de la Russie contre l'Ukraine est donc l'occasion de resserrer les liens de l'Otan, de gagner la bataille politique pour l'augmentation des budgets militaires et la préparation des armées au retour des confrontations entre grandes puissances.

La Chine est dans le collimateur de l'impérialisme US depuis longtemps : déjà au moment de l'invasion de l'Irak en 2003, les think-tanks américains parlaient de contrôler la région qui alimente l'économie chinoise en pétrole. Barack Obama a tenté tant bien que mal de désengager les troupes US du Moyen-Orient au nom de la politique du « pivot vers l'Asie ». Donald Trump s'est engagé dans une « guerre commerciale » contre la Chine, une politique continuée depuis par Joe Biden. Le président actuel n'exclut pas une confrontation militaire avec la Chine au sujet de Taïwan, dont l'industrie produit l'immense majorité des puces électroniques du monde, et dont la zone maritime est le point de passage de la majorité des exportations chinoises.

QUEL INTERNATIONALISME, QUELLE POLITIQUE ANTIGUERRE ?

Les deux premières parties de l'article esquissent une perspective alternative à

Si l'on comprend l'impérialisme comme un système de rivalité entre différentes puissances, et non comme une série d'aventures aléatoires, alors il devient tout à fait logique que l'échec d'une puissance impérialiste puisse avoir pour effet d'encourager d'autres puissances à s'engouffrer dans la brèche

celle qui domine à gauche. Et maintenant, quel pourrait être notre rôle ?

Premièrement, l'impérialisme n'est pas simplement une politique poursuivie par une classe dirigeante mais c'est une conséquence objective de la rivalité économique et de la rivalité géopolitique sous le capitalisme. Reprocher à un État de mener une politique impérialiste revient à reprocher à un patron de mener une politique capitaliste. L'impérialisme n'a pas pour origine véritable l'idéologie de telle ou telle classe dirigeante. Celles et ceux qui fouillent dans les bas-fonds de la pensée impériale russe, ou pire encore, s'adonnent à des spéculations sur la psychologie de Poutine pour expliquer la guerre meurtrière déclenchée contre l'Ukraine regardent dans la mauvaise direction. Le discours idéologique peut être nécessaire pour justifier une aventure impérialiste ; il n'en constitue pas pour autant l'origine, qui est matérielle et objective. La « nature » d'un régime (démocratique, parlementaire, autocratique, etc.) n'est pas non plus le facteur décisif. Beaucoup de bavardages s'attardent sur la nature autoritaire du régime russe pour expliquer l'invasion de l'Ukraine, comme si les pays démocratiques que sont les USA, la France et la Grande-Bretagne n'avaient jamais envahi personne !

Deuxièmement, le trait principal de l'impérialisme n'est pas la domination des

faibles par les forts, mais la rivalité entre les puissances impérialistes. Ce point est important à la fois dans l'analyse (que nous avons tenté de démontrer ci-dessus) et dans notre réaction politique. Gilbert Achcar, par exemple, réduit l'impérialisme à une série d'invasions de pays faibles par des pays plus forts, sans lien particulier entre elles (il est loin d'être le seul à penser de la sorte). C'est ce qui lui permet d'affirmer que « *Le sort de l'invasion de l'Ukraine par la Russie déterminera la propension de tous les autres pays à l'agression. Si elle échoue à son tour, l'effet sur toutes les puissances mondiales et régionales sera celui d'une forte dissuasion. Si elle réussit [...], l'effet sera un glissement majeur de la situation mondiale vers la loi de la jungle sans retenue, enhardissant l'impérialisme des États-Unis lui-même et ses alliés à poursuivre leur propre comportement agressif.* »⁷

L'affirmation fantaisiste selon laquelle l'échec d'une aventure impérialiste aurait un effet dissuasif sur toutes les autres puissances ne résiste pas au moindre examen des faits tels qu'ils se sont déroulés dans le monde réel. L'échec de la France en Indochine n'a pas dissuadé les USA d'envahir le Vietnam ; leur propre échec n'a pas empêché l'URSS d'envahir l'Afghanistan dans la foulée, pour un échec plus retentissant encore. Les occupations catastrophiques par les USA de l'Afghanistan et de l'Irak, que Achcar prend en exemple, sont loin d'avoir dissuadé les autres puissances : dans la foulée, Israël a lancé une guerre contre le Liban, la Russie a profité de l'embourbement des USA au Moyen-Orient pour envahir la Géorgie en 2008, l'Iran, la Turquie, Israël, la Russie et les USA eux-mêmes sont intervenus en Syrie, l'Arabie saoudite a envahi le Yémen, sans compter les nombreuses interventions de l'armée française sur le continent africain.

Si l'on comprend l'impérialisme comme un système de rivalité entre différentes puissances, et non comme une série d'aventures aléatoires, alors il devient tout à fait logique que l'échec d'une puissance impérialiste puisse avoir pour effet d'encourager d'autres puissances à s'engouffrer dans la brèche, à profiter de l'occasion pour faire avancer leurs pions.

Pas un ou une anti-impérialiste digne de ce nom ne souhaiterait pour autant autre chose qu'un échec de l'impérialisme russe en Ukraine. Mais la question fondamentale est de quel échec parlons-nous ? Il existe, en fin de compte, deux possibilités : ou bien l'échec est le fait d'une intervention (directe ou indirecte) de puissances impérialistes rivales de la Russie (avec le peuple ukrainien comme chair à canon), ou bien l'échec de la classe dirigeante russe est le résultat d'un soulèvement populaire contre la guerre.

La gauche est malheureusement en grande partie montée dans le train en marche de l'impérialisme rival ; en soutenant les sanctions contre la Russie (qui sont, comme toute l'histoire des sanctions internationale le démontrent, des sanctions contre le peuple russe, des sanctions qui vont renforcer la mainmise économique et politique de la classe dirigeante russe sur son peuple), en soutenant les livraisons d'armes par l'Otan, on se range derrière la classe dirigeante ukrainienne qui, apeurée par l'impérialisme russe, s'est livrée à un impérialisme rival.

Face à la Première Guerre mondiale, les bolcheviks agitèrent avec succès le mot d'ordre de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. Une politique qui aboutit à la révolution et contribua à mettre fin à la guerre. Cette possibilité peut aujourd'hui sembler utopique et lointaine.

Pourtant, envers et contre tout, et malgré la faiblesse de l'agitation politique, une telle possibilité existe réellement : depuis le premier jour de l'invasion, les soldats de l'armée russe montrent peu d'enthousiasme pour la guerre. L'État russe a tellement peur des désertions qu'il n'a toujours pas déclaré de mobilisation générale de sa population ; de nombreuses désertions ou refus de combattre ont été rapportés. Des soldats auraient même exécuté leur propre commandant dans au moins un cas identifié. Des unités formées de minorités ethniques russes et placées dans les zones les plus dangereuses du front ont protesté. Le fait même que l'État russe se sente obligé d'appliquer une censure impitoyable pour arrêter l'expression du sentiment antiguerre prouve que celui-ci existe réellement. De leur côté, des syndicalistes biélorusses ont revendiqué plusieurs actes de sabotage sur le réseau ferré qui sert l'armée russe.

Tous ces faits peuvent sembler isolés et anecdotiques à celles et ceux qui ne voient pas la possibilité d'un soulèvement contre la guerre, d'une fraternisation entre les Ukrainien·nes et les Russes contre cette guerre qui leur est imposée par l'État russe, comme une issue possible du conflit. Pour les révolutionnaires, au contraire, ces faits constituent la preuve irréfutable qu'une politique visant à transformer la guerre impérialiste en guerre de classe est possible. C'est

L'impérialisme n'est pas simplement une politique poursuivie par une classe dirigeante mais c'est une conséquence objective de la rivalité économique et de la rivalité géopolitique sous le capitalisme

même la seule alternative réaliste à un affrontement Otan-Russie sur la terre ukrainienne.

Pour la gauche occidentale, encourager cette possibilité signifie avant tout couper l'herbe sous les pieds de nos impérialistes, de notre classe dirigeante. En affirmant haut et fort qu'aucun alignement avec notre classe dirigeante n'est possible, en refusant les sanctions qui touchent le peuple russe, en refusant l'augmentation des budgets militaires, on lui enverrait un message clair : il est possible de s'unir par en bas contre cette guerre imposée par en haut.

CONCLUSION

Le pacifisme abstrait est tout à fait vain ; espérer que la guerre s'arrêtera par elle-même, et surtout que de nouvelles guerres ne seront pas déclenchées, reviendrait à exorciser les démons du capitalisme par des incantations magiques.

Il faut tout d'abord reconnaître la nature objective de la guerre impérialiste sous le capitalisme. Que derrière la façade des volontés subjectives des cliques dirigeantes, des idéologies fumeuses, qu'elles soient nationalistes ou pseudo-démocratiques, se jouent des tendances objectives, matérielles, qui sont intimement liées aux rivalités capitalistes. Espérer que celles-ci pourront s'éteindre en changeant de discours ou de dirigeants est totalement utopique. Sous le capitalisme, les accords d'hier ne sont que les préparations des guerres de demain. La guerre n'est pas une tumeur accrochée au corps sain du capitalisme ; au contraire, la guerre impérialiste est la plus extrême expression de l'essence concurrentielle du capitalisme.

La guerre qui déchire l'Ukraine n'est qu'une répétition à petite échelle de ce que

La guerre qui déchire l'Ukraine n'est qu'une répétition à petite échelle de ce que nous réservent les rivalités impérialistes dans les années à venir.

nous réservent les rivalités impérialistes dans les années à venir. Le slogan de la transformation des guerres impérialistes en guerres civiles sera d'actualité car les conditions objectives nous l'imposeront.

Attendre sagement le silence des armes et refuser de sortir les marrons révolutionnaires du feu de l'impérialisme reviendrait finalement à abandonner le destin de l'humanité à telle ou telle classe dirigeante. L'histoire joue cartes sur table et nous donne deux issues à la crise que traverse l'humanité : guerre impérialiste ou guerre de classe ?

JAD BOUHAROUN

1 - <https://www.marxists.org/archive/bukharin/works/1917/imperial/10.htm>

2 - <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/vlimperi/vlimp9.htm>

3 - <http://isj.org.uk/eurasian-faultline/>

4 - La Russie étant principalement réduite à une source de matières premières pour le marché mondial avec une industrie relativement faible. Pour donner un ordre de grandeur, le PIB de la Russie équivaut à moins de la moitié de celui de l'Allemagne, et le PIB par habitant-e de la France est 4 fois plus important que celui de la Russie.

5 - <https://www.ft.com/content/a1a242c3-9000-454d-bec7-c49077b2cc6c>

6 - Pour donner une idée, le budget militaire de la Russie en 2019 était 5 fois moins important que le budget militaire des pays européens de l'Otan sans compter les États-Unis. Si l'on inclut le budget militaire des USA, le rapport est de 1 à 15.

7 - <https://alencontre.org/laune/memorandum-sur-une-position-anti-imperialiste-radical-concernant-la-guerre-en-ukraine.html>

ÉTATS-UNIS / CHINE : VERS UN NOUVEAU PARTAGE DU MONDE ?

DÉBUT AVRIL L'ARMÉE CHINOISE A SIMULÉ L'ENCERCLEMENT ET LE BOMBARDMENT DE TAÏWAN EN DÉPLOYANT SES NAVIRES ET AVIONS DE GUERRE. LES MANŒUVRES DE L'ARMÉE CHINOISE ET DE LA FLOTTE AMÉRICAINE BASÉE AU JAPON SE RÉPONDENT DEPUIS PLUSIEURS MOIS, TOUT COMME SE RÉPONDENT DES DISCOURS POLITIQUES TOUJOURS PLUS AGRESSIFS.

En mai 2022, Joe Biden a affirmé que les États-Unis interviendront militairement si Pékin envahit l'île. En octobre, le président Xi Jinping a rappelé que si l'objectif de la Chine populaire est de réunifier Taïwan pacifiquement, elle ne « *renoncera jamais à l'usage de la force* », si besoin.

Les tensions ne se limitent pas à Taïwan. Dès 2018, Trump a imposé de lourds droits de douane aux importations chinoises. Depuis novembre 2022, plusieurs entreprises chinoises, comme Huawei, sont bannies des États-Unis. En janvier dernier, Joe Biden a scellé un accord avec les Pays-Bas et le Japon pour restreindre l'accès de la Chine aux technologies permettant la fabrication des puces de dernière génération.

Les dirigeant-es américain-es justifient leur politique par toutes sortes d'arguments qui vont de la défense du droit international et de la démocratie, aux risques d'espionnage et d'utilisation militaire des technologies, en passant par



le non-respect des règles du commerce international.

La souveraineté et le droit international n'ont pourtant jamais embarrassé les États-Unis quand il s'est agi d'occuper l'Irak et l'Afghanistan. Ils ont soutenu les dictatures sud-coréenne et taïwanaise jusque dans les années 1980 et n'ont aucun scrupule à faire produire 90 %

des iPhone d'Apple et autres marchandises par des centaines de milliers de travailleur·euses chinois·es dans des conditions d'exploitation terribles et sans aucun droit démocratique. L'affaire Snowden a révélé l'ampleur de leur réseau mondial d'espionnage. Quant aux règles de concurrence économique, dans un monde où les transactions mondiales s'effectuent en dollars et où le capital financier américain domine le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, elles sont taillées sur mesures pour bénéficier en premier lieu au capital américain.

Ces arguments hypocrites masquent un affrontement bien plus profond entre les deux nations. Ces tensions grandissantes sont les symptômes d'une concurrence exacerbée entre deux blocs de capitaux qui prend la forme d'une concurrence militaire, d'un affrontement inter-impérialiste qui pousse à remettre en cause la hiérarchie des pouvoirs dans le monde.

LES TENSIONS S'ENRAÇINENT DANS L'IMPÉRIALISME

L'impérialisme s'est développé dans la seconde moitié du 19^e siècle quand les grandes puissances européennes se sont partagé le monde par les guerres coloniales. L'impérialisme britannique dominait. La dynamique d'accumulation sans fin poussait le capital à déborder les frontières de l'État nation à la recherche de nouveaux débouchés pour les marchandises et d'investissements plus profitables. Pour cela les blocs de capitaux avaient besoin de l'État, de sa force militaire pour s'imposer et préserver ses « nouveaux » territoires, pour sécuriser les investissements et les voies commerciales, pour négocier avec d'autres

Ces tensions grandissantes sont les symptômes d'une concurrence exacerbée entre deux blocs de capitaux qui prend la forme d'une concurrence militaire

blocs de capitaux des tarifs douaniers avantageux ou à défaut faire la politique de la canonnière. Loin de dissoudre l'État-nation, l'internationalisation du capital le renforçait, alimentant le militarisme et le nationalisme. La concurrence économique entre blocs de capitaux prenait la forme d'une confrontation militaire entre États.

Les contradictions entre capitaux ont débouché sur les deux premières guerres mondiales lorsque l'Allemagne puis le Japon, exclus de la première phase d'expansion coloniale, ont exigé un nouveau partage du monde. La Première Guerre mondiale a fait 20 millions de morts et la seconde plus de 50 millions.

La hiérarchie des puissances a été profondément bouleversée. Les États-Unis sont devenus la puissance impérialiste dominante, assujettissant les vieux impérialismes secondaires de l'Europe occidentale, intégrant le Japon et l'Allemagne de l'Ouest dans leur système d'alliance. En face se dressait le bloc de l'Est dominé par l'URSS. L'État soviétique n'avait plus rien à voir avec celui issu de la révolution ouvrière de 1917, qui s'était mis au service de la classe ouvrière internationale et de la révolution mondiale. La contre-révolution stalinienne des années 1930 l'avait mis au service d'un capitalisme d'État contrôlé par une bureaucratie érigée en nouvelle classe dirigeante. Vainqueur de l'Allemagne nazie sur le front de l'Est, l'URSS avait obtenu des accords de Yalta, le contrôle d'une grande partie de l'Europe de l'Est à laquelle elle avait imposé son modèle bureaucratique.

Les rivalités inter-impérialistes entre les deux blocs ont pris la forme de la guerre froide, alimentée par une économie d'armement permanent qui entretenait l'équilibre de la terreur. Les affrontements militaires se produisaient à la périphérie des blocs, notamment pour le contrôle des territoires qui se libéraient des vieux empires coloniaux comme au Vietnam.

L'effondrement du bloc de l'Est au début des années 1990 a de nouveau bouleversé la hiérarchie des puissances. L'impérialisme américain hégémonique a poussé son avantage en Europe, ralliant progressivement les nouveaux États indépendants de l'Europe de l'Est dans son alliance atlantique. La Russie, économiquement exsangue et en pleine restructuration, n'avait plus les moyens de déployer son arsenal militaire. Les États-Unis à la tête de leurs alliés sont intervenus comme gendarmes du monde pour assurer leur domination au Moyen-Orient ou en Afghanistan.

Mais cette hégémonie militaire masquait le recul économique des États-Unis, englué comme l'Europe occidentale dans une crise historique de profitabilité depuis le milieu des années 1970, et l'émergence d'une nouvelle puissance économique mondiale, la Chine.

L'ÉMERGENCE D'UN NOUVEAU RIVAL

Jusqu'aux années 1970, la Chine maoïste, issue de la révolution de 1949, était soumise à un blocus économique de la part des États-Unis pour contenir l'expansion du « communisme ». Les États-Unis changèrent leur fusil d'épaule au début des années 1970. Il s'agissait pour une part d'enfoncer un coin dans les

relations entre la Chine et l'URSS, pour une autre part d'user de son influence pour sortir du borbier vietnamien. La Chine disposait de plus d'un réservoir de main-d'œuvre et d'un potentiel marché intérieur immense qui offraient de nouvelles perspectives de profits d'un capitalisme qui entraînait dans une crise profonde. De son côté, le modèle chinois était dans l'impasse. L'objectif des dirigeants chinois après la révolution de 1949 n'avait rien avoir avec l'émancipation des travailleur·euses. Après avoir chassé l'influence impérialiste et les vestiges de la bourgeoisie chinoise vers Taïwan, il s'agissait de développer une économie nationale, par le biais d'une nationalisation bureaucratique de l'économie, dirigée d'une main de fer par le Parti communiste chinois. Mais suite à son isolement, l'économie était exsangue. Des réformateurs, notamment le futur dirigeant Deng Xiaoping, cherchaient une ouverture économique.

En 1972, Richard Nixon est donc allé rencontrer Mao pour sceller la nouvelle « amitié sino-américaine ». La Chine populaire a été admise à l'ONU à la place de Taïwan avant d'établir des relations diplomatiques avec les États-Unis à la fin de la décennie. Des accords de coopération économique, avec des volets technologiques et militaires, ont été rapidement lancés. Les réformes économiques progressives menées sous Deng Xiaoping, au travers de « zones économiques spéciales », ont facilité les investissements du capital étranger

Cette hégémonie militaire masquait le recul économique des États-Unis et l'émergence d'une nouvelle puissance économique mondiale, la Chine

Alors qu'il ne représentait qu'un huitième de l'économie américaine en 2001, le PIB de la Chine atteint aujourd'hui 77% du PIB des États-Unis

à commencer par celui de la diaspora industrielle de Hong Kong et de Taïwan.

En 2001, l'ouverture a été accélérée par l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce. L'État chinois a entrepris une vaste restructuration au travers d'une campagne de privatisations tout en gardant le contrôle des plus grosses entreprises dans les secteurs stratégiques de la défense, de l'énergie, des télécoms et des transports. Le secteur privé est resté profondément lié à l'État : en 2006, 90% des millionnaires étaient d'anciens hauts fonctionnaires et la moitié des capitalistes de la zone côtière étaient liés au PCC. Le Parti, garant des intérêts généraux de la classe dirigeante chinoise, a gardé un contrôle strict du processus d'ouverture économique, en écrasant la contestation sociale interne lors du massacre de Tian'anmen en 1989, et en s'assurant la fidélité des nouveaux capitalistes et des haut fonctionnaires par toutes sortes de purges au nom de la lutte contre la corruption.

L'ouverture chinoise a permis au capitalisme occidental de tirer d'énormes profits en délocalisant et soustrayant en Chine une grande partie de sa production manufacturière, la transformant en usine du monde. Les investissements étrangers ont explosé. Les 200 millions de migrant-es ruraux qui se sont installés dans les grandes villes depuis 1990 ont assuré une main-d'œuvre peu coûteuse. L'importation de marchandises bon marché a permis de réduire la pression sur les salaires en Occident. Si 70% des bénéficiaires sont allés aux transnationales

étrangères, cette ouverture a fait faire à l'économie chinoise un bond en avant sans précédent, non seulement en ce qui concerne la production manufacturière mais aussi dans la maîtrise et le développement d'une production de haute technologie capable de rivaliser avec les transnationales occidentales.

Alors qu'il ne représentait qu'un huitième de l'économie américaine en 2001, le PIB de la Chine atteint aujourd'hui 77% du PIB des États-Unis et est en passe de le devancer d'ici la fin de la décennie. Dans la même période, la part de la Chine dans les exportations mondiales est passée de 6% à 15% tandis que celle des États-Unis a régressé de 10% à 8,5%. Parmi les 500 plus grandes fortunes du classement du magazine *Forbes*, 124 sont chinoises contre 121 américaines. Dans les années 2010, le nouveau président chinois Xi Jinping a lancé le vaste projet des « Routes de la soie » qui vise à étendre son réseau commercial au travers de la planète et qui s'est traduit dans de lourds investissements, principalement en Asie, mais également en Europe, en Amérique latine ou en Afrique.

DANGEREUSE ACCUMULATION DES TENSIONS

La puissance économique de la Chine a commencé à vivement inquiéter les dirigeants américains au début des années 2010. En 2011, Obama a réorienté 60% de la puissance militaire américaine vers l'Asie. En 2015, un rapport stratégique du « Council on Foreign Relations », Think Tank composé de hautes personnalités tant conservateurs que démocrates a préconisé de nombreuses mesures comme

l'exclusion de la Chine de nouveaux accords commerciaux, le contrôle des exportations de haute technologie, le renforcement des alliances stratégiques en Asie et des capacités militaires dans la région. Mise en œuvre de façon brutale et raciste par Trump, cette politique continue aujourd'hui sous la présidence de Joe Biden par l'intermédiaire de mesures économiques qui visent à inciter les puissances occidentales à se désengager de la Chine et par l'intermédiaire d'alliances comme l'AUKUS scellée en 2021 avec l'Australie et la Grande-Bretagne pour contrer l'expansionnisme chinois dans le Pacifique.

De leur côté, les dirigeants chinois comptent bien assurer la défense et l'expansion de leur économie. La Chine renforce chaque année son budget militaire qui reste néanmoins trois fois inférieur à celui des États-Unis. Elle a en particulier fortement augmenté sa flotte qui dépasse en nombre la flotte américaine tout en restant largement sous équipée par rapport à cette dernière. Tout comme aux États-Unis, cette politique s'accompagne d'un nationalisme plus dur, au sujet de la réunification avec Taïwan et de politiques racistes à l'égard des Ouïghours.

La rivalité entre les deux puissances se concentrent au niveau régional. Les investissements chinois y sont nombreux et les importants flux de marchandises restent sous la surveillance des nombreuses bases américaines déployées dans la région, du Japon à la Thaïlande en passant par la Malaisie et le détroit de Malacca où transitent 90% de marchandises chinoises.

Cette évolution profonde et rapide dans la hiérarchie des puissances, la rivalité inter-impérialiste qu'elle suscite, pousse à une redistribution mondiale

L'histoire a montré le prix terrible que les peuples ont payé lors des précédents conflits inter-impérialistes. Elle a aussi montré leur détermination constante à lutter contre cette logique

des pouvoirs. Dans le contexte d'une crise économique dont les économies mondiales n'arrivent pas à se relever depuis 2008 et qui se transforme en crise financière y compris en Chine ; dans le contexte de la guerre en Ukraine qui concerne la Chine dans la mesure où elle à tout intérêt à la stabilité de la Russie avec laquelle elle partage une frontière de plus de 4 000 km et qui lui permet de diversifier ses importations en gaz et en pétrole, cette redistribution des pouvoirs a de plus en plus de probabilité de s'effectuer par la voie des armes plutôt que par celle de négociations diplomatiques et commerciales.

L'histoire a montré le prix terrible que les peuples ont payé lors des précédents conflits inter-impérialistes. Elle a aussi montré leur détermination constante à lutter contre cette logique, contre la guerre du Vietnam ou celle plus récente en Irak. Les colères des classes ouvrières à l'échelle mondiale, contre les crises multiples du capitalisme, que se soit en Europe, aux États-Unis ou même en Chine où la révolte des ouvrier-es de Foxconn a récemment mis à bas une politique de confinement extrême, portent les germes d'une alternative révolutionnaire à la barbarie capitaliste. À condition de s'emparer dès maintenant de cette question en luttant contre l'augmentation des dépenses de guerre, la militarisation des économies et le nationalisme.

NICOLAS VERDON



LE CAPITALISME PEUT-IL SE PASSER DES FRONTIÈRES ?

DEPUIS QUE LES ÊTRES HUMAINS VIVENT SUR TERRE, IL Y A TOUJOURS EU DES MIGRATIONS. CELLES-CI N'ÉTAIENT PAS DÉPOURVUES DE RISQUES DEVANT LES OBSTACLES QU'ILS AFFRONTAIENT. PENDANT DES DIZAINES DE MILLIERS D'ANNÉES, LES SEULES FRONTIÈRES QUI LES BLOQUAIENT ÉTAIENT CELLES DE LA NATURE — LES GRANDES RIVIÈRES, LES DÉSERTS, LES CHÂÎNES DE MONTAGNES, LES OCÉANS...

Aujourd'hui, les moyens de transport nous permettent de traverser voire de survoler ces obstacles sans risques. Et pourtant d'autres frontières — artificielles celles-là — construites par des hommes et strictement contrôlées, empêchent des millions de personnes de circuler librement sur cette planète. Frontières nationales, visas, contrôles de police, murs, caméras de surveillance, clôtures barbelées et électrifiées... Ce ne sont que quelques inventions barbares parmi

bien d'autres qui poussent des centaines de milliers de personnes à emprunter d'autres routes — plus dangereuses — au péril de leur vie. Comment et pourquoi en est-on arrivé là ?

Les frontières construites par les hommes sont un phénomène relativement récent et pendant longtemps elles étaient souvent floues et mouvantes. En Europe, à l'époque féodale, par exemple, l'autorité des seigneurs s'exerçait sur les êtres humains plutôt que sur les territoires qui s'étendaient ou rétrécissaient

au gré des victoires, des défaites, des mariages et des alliances. Plus tard pour les États monarchiques absolutistes les frontières pouvaient être fortifiées afin d'empêcher les incursions des puissances rivales mais les déplacements des populations étaient peu contrôlés. Artisans, travailleurs itinérants ou pèlerins par exemple, allaient et venaient sans problème.

C'est avec le développement du capitalisme industriel, d'abord en Angleterre puis dans le reste de l'Europe et au-delà, qu'on assiste à la construction d'États-nations forts avec des frontières bien délimitées et surtout bien contrôlées et cela pour plusieurs raisons.

Dans le cas de l'État-nation français, qui s'est construit après la Révolution française, il a fallu unifier les règles pour le commerce et les imposer sur l'ensemble du territoire national — unifier les poids et les mesures, les lois, les taxes, etc. afin de permettre le développement d'une concurrence libre entre capitaux. Il y a eu besoin d'un État fort aussi pour contrôler les mouvements des travailleur·euses « libres » — libres de leur attachement aux seigneurs féodaux et bientôt de leurs terres qu'ils seront obligés de quitter.

Petit à petit la concurrence entre capitalistes nationaux a donné lieu à une concurrence entre pays différents, entre blocs de capitaux, défendus par des États de plus en plus forts, de plus en plus militarisés. Ce niveau international de la concurrence pour la captation des marchés, que le révolutionnaire russe Lénine appelait « *Impérialisme, stade suprême du capitalisme* » se mène d'abord au niveau économique mais elle se double d'une intervention diplomatique des États et finit par un bras de fer militaire et la guerre pour étendre les frontières, contrôler toujours

C'est avec le développement du capitalisme industriel, d'abord en Angleterre puis dans le reste de l'Europe et au-delà, qu'on assiste à la construction d'États-nations forts avec des frontières bien délimitées et surtout bien contrôlées

davantage de matières premières et de main-d'œuvre. C'est l'histoire sanglante de la mainmise sur les colonies et plus tard des guerres impérialistes.

Enfin, à l'intérieur de chaque pays, les capitalistes ont besoin d'un État fort pour casser les résistances des travailleur·euses devant les horreurs du capitalisme industriel avec des forces armées, la police, des tribunaux, des prisons, etc. Cependant, la répression seule ne suffit pas pour qu'une petite minorité de la population puisse maintenir sa domination. Il y a besoin aussi de créer auprès de la majorité un consentement à sa situation d'exploitée. Et c'est là où les frontières prennent toute leur importance.

FRONTIÈRES ET IDENTITÉ NATIONALE

Pour unifier la nation et obtenir le consentement des exploité·es, il faut leur faire croire qu'il existe une communauté d'intérêts entre eux et leurs exploités, ce qui permet de masquer les vrais antagonismes de classe ou au moins d'atténuer leur impact.

À l'intérieur de frontières bien délimitées une identité nationale se construit par différents moyens et sur une période longue. Parmi ceux-ci, on trouve l'imposition d'une seule langue à l'école et dans la vie publique, quitte à réprimer

voire à éliminer les langues régionales comme le breton, le basque ou le catalan, pour le cas de la France.

Petit à petit, et notamment à travers l'école, se construit un roman national avec la mythologie d'une France éternelle qui aurait existé depuis « nos ancêtres gaulois » jusqu'à nos jours en passant par des personnages identifiables à la nation comme Charlemagne ou Jeanne d'Arc. Le drapeau et l'hymne national font aussi partie des moyens pour créer un sentiment d'appartenance nationale et une nouvelle loyauté (à la nation) qui remplace les anciennes loyautés à l'aristocratie ou à l'église.

Se développe ainsi un sentiment d'être différent de ceux et celles qui vivent à l'extérieur de « nos » frontières, d'être toutes et tous des compatriotes, membres de la même patrie, un sentiment tout simplement d'un « eux » et d'un « nous ». Enfin, se construit non seulement un sentiment de différence mais aussi de supériorité.

Ainsi, les valeurs de la République ne sont-elles pas seulement françaises mais deviennent « universelles » et donc exportables. Quoi de mieux pour justifier les guerres coloniales et pour entraîner des milliers de soldats et de colons dans une mission « civilisatrice » ou pour embrigader des millions de personnes dans la boucherie de la Première Guerre mondiale.

Ainsi, les valeurs de la République ne sont-elles pas seulement françaises mais deviennent « universelles » et donc exportables. Quoi de mieux pour justifier les guerres coloniales et pour entraîner des milliers de soldats et de colons dans une mission « civilisatrice »

Cette identité nationale et fausse fraternité entre riches et pauvres n'a rien de naturel. Pour preuve, il suffit de constater les énormes efforts que les capitalistes fournissent constamment pour les réalimenter — à l'école, dans les médias, l'hystérie autour de « nos » sportifs nationaux, « nos » hommes politiques comme Chirac, « si proches du peuple », sans parler des campagnes directes, comme le débat de Sarkozy sur l'identité nationale.

FRONTIÈRES INTÉRIEURES

La construction d'une fausse unité derrière des frontières nationales permet ainsi aux capitalistes de rallier le pays contre l'ennemi extérieur mais elle aboutit aussi à la construction de frontières au sein du pays contre l'ennemi intérieur, contre celui qui est différent et qui ne serait pas vraiment français.

C'est une des armes les plus redoutables des capitalistes qui leur permet de diviser pour régner, ou comme le dit le sociologue et militant, Saïd Bouamama, « *diviser ceux qui devraient être unis (les différentes composantes des classes populaires) et unir ceux qui devraient être divisés (les classes sociales aux intérêts divergents)*. »¹

Un des premiers à identifier comment et pourquoi cette division entre différentes sections de la classe ouvrière est entretenue était Karl Marx en parlant de l'antagonisme entre travailleur·euses anglais et irlandais, travaillant côte à côte. Dans un passage célèbre, il conclut :

« *Cet antagonisme est artificiellement entretenu et développé par la presse, le clergé et les revues satiriques, bref par tous les moyens dont disposent les classes dominantes. Cet antagonisme*

*est le secret de l'impuissance de la classe ouvrière anglaise, malgré son organisation. C'est le secret du maintien au pouvoir de la classe capitaliste, et celle-ci en est parfaitement consciente. »*²

Presque cinquante ans plus tard, la Première Guerre mondiale nous a montré le rôle des frontières et les effroyables conséquences de la division des classes populaires — entre ouvrier·es et paysan·nes français et allemands — avec des millions de morts dans les tranchées au profit des marchands de canons et autres capitalistes restés au chaud, loin du front.

Tout a été mis en place pour obtenir le consentement des soldats pour aller se faire tuer — l'amour de la patrie, la supériorité de la « démocratie » française opposée à « l'empire militariste prussien », la supériorité de l'armée républicaine et la promesse d'une victoire et d'un retour aux chaumières « avant Noël ». En même temps, confrontée à la dure réalité des tranchées, cette idéologie mystificatrice n'avait qu'un impact limité et elle se doublait d'une forte coercition. Si les frontières bien délimitées servaient à empêcher l'ennemi extérieur de pénétrer sur le territoire, elles permettaient aussi d'empêcher les conscrits ainsi que les ouvriers qualifiés de sortir du pays. Et puis surtout, la coercition a été utilisée pour les réfractaires et déserteurs qui risquaient d'être emprisonnés voire fusillés.

Enfin, ce n'est pas un hasard si c'est au moment de la Première guerre mondiale que, pour la première fois, les passeports et visas ont été utilisés de manière systématique, en Europe et aux États Unis. Pendant la deuxième moitié du 19^{ème} siècle, il existait un contrôle allégé mais en 1914 des contrôles stricts sont introduits de manière temporaire puis en 1919, de nouvelles lois les rendent permanents.

Si les frontières bien délimitées servaient à empêcher l'ennemi extérieur de pénétrer sur le territoire, elles permettaient aussi d'empêcher les conscrits ainsi que les ouvriers qualifiés de sortir du pays

CONTRADICTIONS

La nation, l'identité nationale et les frontières sont donc très utiles pour maintenir le contrôle d'une minorité sur un très grand nombre. Mais elles rentrent en contradiction avec d'autres besoins fondamentaux du capitalisme. Le commerce libre nécessite la libre circulation des marchandises mais aussi la disponibilité de main-d'œuvre et un certain mouvement de la population.

Déjà au 19^{ème} siècle Marx avait noté que malgré la propagande anti-irlandaise de la presse britannique, les Irlandais-es continuaient d'arriver en Angleterre car les capitalistes continuaient d'avoir besoin, à cette époque, de main-d'œuvre supplémentaire. Depuis cette époque cela a été vrai pour tous les pays capitalistes.

L'évolution du capitalisme pendant le 20^{ème} siècle, avec ses périodes de boom économique et de crises, illustre bien les contradictions que la question des frontières et leur contrôle posent pour les capitalistes.

ANNÉES 1920

En France par exemple, les pertes énormes de soldats pendant la guerre ont abouti à un manque important de main-d'œuvre dans les années 1920 au moment où l'économie redémarrait.

Les femmes qui avaient remplacé les hommes dans les usines furent renvoyées à la maison pour faire des enfants et repeupler la France. En attendant, les portes se sont ouvertes pour accueillir une immigration étrangère.

Mais il n'a fallu que quelques années et la crise économique des années 1930 pour que non seulement on ferme les frontières et qu'on arrête d'accueillir de nouveaux migrants mais qu'on commence à expulser des anciens. Des centaines de milliers de Portugais, d'Espagnols ou de Polonais sont obligés de partir, après des années en France, parfois avec le droit de n'emporter chacun que 30 kilos de bagages.

LES TRENTE GLORIEUSES

À la sortie de la Seconde Guerre mondiale, on assiste au boom économique le plus fort et le plus long de l'histoire du capitalisme. Cette expansion massive signifie non seulement qu'on ouvre les frontières pour accueillir une immigration étrangère mais qu'on va la chercher en installant des bureaux de recrutement en Afrique, aux Antilles et ailleurs.

À côté de cette immigration officielle il existera aussi une immigration illégale qui sera plus que tolérée. Ainsi, en mars 1966, le Ministre des Affaires sociales, Jean-Marcel Jeanneney déclare : « *L'immigration clandestine n'est pas inutile car, si on s'en tenait à l'application stricte des accords internationaux, nous manquerions peut-être de main-d'œuvre.* »³

L'immigration « illégale » sert donc aux capitalistes pour affiner leurs besoins en main-d'œuvre mais elle a aussi l'avantage pour eux d'être précaire, plus malléable et moins revendicative. En tout cas,

L'immigration « illégale » sert donc aux capitalistes pour affiner leurs besoins en main-d'œuvre mais elle a aussi l'avantage pour eux d'être précaire, plus malléable et moins revendicative

personne à cette époque ne parlait de fermer les frontières, personne ne parlait du « fardeau » de l'immigration pour le logement ou les services publics ni d'une quelconque baisse des salaires qu'elle entraînerait. Ce sont au contraire, en grande partie, les nouveaux venus qui construisent des écoles, des hôpitaux et des centaines de milliers de logements pour tous et toutes.

ANNÉES 1970 ET RETOUR DE LA CRISE

L'année 1974 signale la fin des Trente Glorieuses et le début de la crise économique. Soudain le gouvernement français introduit des lois pour bloquer l'immigration et pour encourager le retour au pays. Pourtant l'immigration ne s'arrêtera pas. Et cela pour plusieurs raisons.

D'abord, certains secteurs, malgré la crise, continuent d'avoir besoin de main-d'œuvre immigrée et ils sont habitués à l'arrivée régulière de main-d'œuvre peu qualifiée dans des secteurs où il existe un certain turnover, comme le bâtiment, la restauration ou le travail saisonnier dans l'agriculture. D'ailleurs, ce sont loin d'être des employeurs mafieux aux marges de la société. Parmi celles qui emploient des sans-papiers, souvent par le biais de sociétés d'interim, on trouve de grosses entreprises du bâtiment comme Bouygues ou Eiffage mais aussi La Poste

(voir la grève de Chronopost) voire des mairies comme celle de Paris.

Deuxièmement, les routes de l'immigration se sont développées depuis longtemps et ne s'arrêtent pas automatiquement.

Enfin, la crise mondiale qui ralentit la croissance dans les pays développés a un impact encore plus désastreux sur les pays du Sud avec des récessions, des famines et des guerres. Cela signifie que la pression pour émigrer pour sa propre survie et la survie de sa famille est encore plus forte qu'avant.

L'immigration illégale a donc continué, suivie à plusieurs reprises de régularisations massives en France, en Europe et au-delà. Celles-ci se sont faites sous la pression des sans-papiers eux-mêmes et leurs soutiens mais aussi avec l'accord de certains employeurs souhaitant stabiliser leurs salariés-es.

Cependant, malgré les intérêts contradictoires de différents secteurs du patronat, les capitalistes et les partis politiques qui les représentent se sont largement servis du prétendu « problème » de l'immigration pour chercher à casser les résistances à leur crise. Un boulevard a ainsi été créé pour la montée des partis nationalistes et racistes de l'extrême droite. Les vaines tentatives des partis de la droite traditionnelle de les copier ou de leur faire de la surenchère sur

La crise mondiale qui ralentit la croissance dans les pays développés a un impact encore plus désastreux sur les pays du Sud avec des récessions, des famines et des guerres. La pression pour émigrer pour sa propre survie et la survie de sa famille est encore plus forte qu'avant

cette question n'ont fait que renforcer « l'original ». Les partis de la gauche institutionnelle ont eux aussi contribué de manière tragique à cette dérive. De Rocard et la « *misère du monde* » à Valls et les Roms qui auraient « *vocation à revenir en Roumanie* », les tabous ont sauté et les lignes rouges ont été franchies l'une après l'autre.

Concrètement cela s'est traduit par une cascade de lois anti-immigrés⁴, une augmentation des contrôles et des expulsions et un renforcement de la surveillance des frontières.

VERS UN MONDE SANS FRONTIÈRES ?

Il y a trente ans, après la chute du mur et l'effondrement du bloc soviétique, certains néolibéraux prédisaient la « fin de l'histoire », l'avènement d'une mondialisation heureuse et la progression vers un monde sans frontières. Le monde allait désormais être ouvert à un marché libre et égal, avec la libre circulation des marchandises et des personnes.

Depuis, ce rêve ne s'est pas réalisé. Au contraire, on assiste à un regain des discours protectionnistes, comme celui de Trump et un développement de partis politiques qui prônent un repli nationaliste. Certains croient encore que l'Union européenne, bien qu'imparfaite, serait une étape vers un monde sans frontières de demain. S'il est vrai que le marché unique et l'espace Schengen offrent une libre circulation des marchandises et des personnes à l'intérieur de l'UE, les frontières de l'Europe fortifiée sont contrôlées et défendues avec une férocité effroyable contre les non européens dont des dizaines de

Certains disent que les capitalistes seraient par principe pour l'ouverture des frontières. De manière très pragmatique, ils sont pour la possibilité de contrôler les entrées et les sorties, de les ouvrir ou de les fermer plus ou moins, en fonction de leurs intérêts, de leurs besoins

milliers sont mort-es pour avoir essayé de les passer. Non contents de cela, les dirigeants de l'UE ont décidé d'externaliser ces frontières, en les poussant le plus loin possible. En échange de milliards d'euros (six pour la Turquie seule) des pays, notamment d'Afrique, s'engagent à militariser leurs frontières pour empêcher leurs ressortissant-es de migrer.

Le « nouvel ordre mondial » promis après la chute du mur n'existe pas. Les États-nations n'ont pas disparu ni perdu de leur intérêt pour les capitalistes. C'est le vieux monde qui persiste avec des capitaux qui continuent de dépendre d'un État ou d'un bloc d'États (comme l'Europe) pour mener la guerre économique aux autres ⁵. Dans cette guerre, les frontières gardent toute leur importance.

OUVERTURE DES FRONTIÈRES

Certains disent que les capitalistes seraient par principe pour l'ouverture des frontières, argumentant par exemple que le patronat instrumentaliserait l'immigration pour faire baisser les salaires. En fait, les capitalistes ne sont ni pour ni contre l'ouverture des frontières en principe. De manière très pragmatique, ils sont pour la possibilité de contrôler

les entrées et les sorties, de les ouvrir ou de les fermer plus ou moins, en fonction de leurs intérêts, de leurs besoins.

Les capitalistes ont besoin de frontières et en auront besoin dans l'avenir. Objectivement il n'existe qu'une seule classe ouvrière mondiale. À nous de contribuer à ce qu'elle se débarrasse des idées nationalistes et développe une conscience plus forte de ses intérêts communs.

Pour nous, cela veut dire nous battre ici en France contre le nationalisme, contre l'islamophobie et tous les racismes, en construisant les luttes de solidarité avec les migrant-es, en se battant avec les travailleur-euses sans-papiers pour l'égalité des droits.

Nous n'avons pas besoin des frontières. Nous sommes pour l'ouverture des frontières et pour la liberté de circulation et d'installation. Les travailleur-euses n'ont pas de patrie.

ROSS HAROLD

1 – Voir par exemple Bouamama, Saïd (2015), « L'attentat contre Charlie Hebdo : l'occultation politique et médiatique des causes, des conséquences et des enjeux ». <https://bouamamas.wordpress.com/2015/01/11/lattentat-contre-charlie-hebdo-occultation-politique-et-mediatique-des-causes-des-consequences-et-des-enjeux/>.

2 – Marx Karl (1870), « L'Internationale et un pays indépendant, l'Irlande », *Lettre à Siegfried Mayer et August Vogt*. <https://www.marxists.org/francais/marx/works/00/parti/kmpc062.htm>.

3 – Cité dans Saïd Bouamama (2019), *Planter du Blanc*, p.202.

4 – Pour un récapitulatif de ces lois, voir le dossier du *Monde* du 7 novembre 2019.

5 – Pour une discussion des rapports entre État et capital, voir Harman (1991) « L'État et le capitalisme » <https://www.marxists.org/francais/harman/1991/etatcapital/etatcapital.htm>.

LE CAPITALISME EN FRANCE ET LA PLACE PARTICULIÈRE DU MILITAIRE

UN MONDE DE PRODUCTION DE MARCHANDISES EST UN MONDE DE CONCURRENCE ENTRE LES PRODUCTEUR-RICES. LA COMPÉTITION ÉCONOMIQUE, AVEC L'ACCUMULATION DE MOYENS DE PRODUCTION, ET LA COMPÉTITION MILITAIRE, AVEC L'ACCUMULATION DE MOYENS DE DESTRUCTION, NE PEUVENT SE MENER L'UNE SANS L'AUTRE ET SONT LES JAUGES DE CETTE CONCURRENCE QUI PERMETTENT D'ILLUSTRER L'INTERDÉPENDANCE MUTUELLE DES ÉTATS ET DES CAPITAUX NATIONAUX.

« Un État peut négliger les intérêts de certains capitalistes, mais il ne peut pas oublier que ses revenus et sa capacité à se défendre contre d'autres États dépend de la continuité de l'accumulation capitaliste. Parallèlement, un capital individuel peut, au prix de grandes difficultés, se déraciner du sol de son État national et se replanter dans un autre ; mais il ne peut opérer à long terme dans une situation de Far West sans un État efficace pour le protéger à la fois contre les forces d'en bas qui peuvent troubler le rythme normal de l'exploitation, et contre d'autres capitaux et leurs États. »¹ Le militaire occupe ainsi une place déterminante dans le développement des États et capitaux nationaux. Mais cette place n'est pas toujours la même d'un État à l'autre, selon sa position dans la compétition économique, sa stabilité politique, la place laissée à l'armée dans les institutions politiques etc. Et il y a en



France une particularité vis-à-vis du militaire qui est selon Claude Serfati² « avec les États-Unis, et sans doute plus que ce pays depuis quelques années, le seul grand pays occidental dont l'interaction entre l'influence économique et l'interventionnisme militaire soit aussi forte »³.

*You that build the death planes
You that build the big bombs
You that hide behind walls
You that hide behind desks*⁴

L'ACCUMULATION DANS LA COMPÉTITION MILITAIRE

Au cœur de la question militaire, il y a les armées : des armes, du matériel, des soldats, des vétérans, des formations, une organisation ; l'argent nécessaire pour financer tout cela est prélevé sur la plus-value réalisée par les économies. Cette portion de la richesse ne reviendra jamais dans l'économie productive et est consacrée uniquement aux moyens de destruction dont l'accumulation au « niveau nécessaire pour garantir la victoire dans la guerre dépend de la même tendance à accumuler des moyens de production que la lutte pour les marchés »⁵.

Depuis le début de l'emprise capitaliste sur les sociétés occidentales, les montants des dépenses consacrés à la défense et à la sécurité⁶ ont atteint des niveaux inédits dans l'histoire de l'humanité et n'ont cessé d'augmenter. Et la tendance s'accélère actuellement : Voilà des années que les États se réarment.

2021 a été la septième année consécutive d'augmentation des dépenses militaires dans le monde et la première fois qu'elles dépassent 2 000 milliards de dollars constants⁷, plus de 2 % des 100 000 milliards de richesse produite

dans le monde cette année-là. Pour mesurer l'accélération de cette tendance, voici les dépenses militaires dans le monde en dollars constants depuis les années 1990. À noter que l'augmentation des dernières années est notamment portée par les pays d'Europe et d'Asie :

- En 1990 (année précédant la dislocation de l'URSS) : 1450 milliards
- En 2002 (année de l'invasion de l'Irak par les États-Unis) : 1 225 milliards
- En 2009 (après la crise économique de 2008) : 1 798 milliards
- En 2015 (après l'invasion du Dombass par la Russie) : 1 742 milliards
- En 2021 : 2 000 milliards

Depuis 2001, il y a eu 35 000 milliards de dollars en dépenses militaires dans le monde. 44 % des dépenses ont été faites par les États-Unis, 9 % par la Chine et derrière ces deux puissances, 8 États ont dépensé entre 900 et 1 200 milliards de dollars : Royaume-Uni, Arabie saoudite, Inde, France, Russie et Japon puis l'Allemagne et la Corée du Sud qui sont en train d'aligner leur niveau de dépenses sur ces autres puissances.

LES BUDGETS DE DÉFENSE ET SÉCURITÉ DE L'ÉTAT FRANÇAIS PARMI LES PLUS ÉLEVÉS DU MONDE DEPUIS 1949

Chaque année, depuis au moins 1949⁸, la France a été parmi les dix pays qui ont fait le plus de dépenses militaires, maintenant un niveau d'accumulation que seules certaines économies pouvaient soutenir, comme celles des États-Unis, du Japon, de l'Allemagne (Allemagne de l'Ouest puis Allemagne réunifiée), du Royaume-Uni et de la Russie (URSS puis Russie). En 2021 en France, près de 54 milliards de dollars ont été consacrés aux budgets de la Défense

Armement et armée ont accompagné le développement du capitalisme français et lui ont permis de prendre sa place parmi les plus grandes puissances occidentales, de s'étendre et de s'enrichir avec l'esclavage puis la colonisation

et de la Sécurité. Si l'on devait mesurer les tendances d'une société capitaliste aux investissements qu'elle fait, il est intéressant de rappeler que cette année-là, le budget de l'Éducation nationale était de 64 milliards de dollars (55 milliards d'euros).

Cette position parmi les États les plus actifs dans la compétition militaire est une tendance qui s'observe sur le temps long en France. Armement et armée ont accompagné le développement du capitalisme français et lui ont permis de prendre sa place parmi les plus grandes puissances occidentales, de s'étendre et de s'enrichir avec l'esclavage puis la colonisation : « La situation coloniale c'est d'abord une conquête militaire continuée et renforcée par une administration civile et policière »⁹. La place occupée par le militaire, la nature de l'accumulation de moyens de destruction et les moyens mis en œuvre pour la mener ont pris leur forme actuelle lors du retour du général de Gaulle en 1958, quelques jours seulement après une tentative de coup d'État menée par plusieurs généraux qui voulaient maintenir l'Algérie parmi les colonies françaises et qui le soutiendront dans sa prise de pouvoir.

De Gaulle permettra d'asseoir l'armée comme colonne vertébrale de la République française avec un changement de régime et une doctrine de défense « indépendance – dissuasion – conscription »¹⁰ qui se déclinera à travers l'armement nucléaire (sur lequel viendra s'appuyer le nucléaire civil), une armée capable d'intervenir

partout (et notamment en Afrique) et la défense du territoire qui s'est appuyée sur la conscription jusqu'à la suspension du service militaire par Jacques Chirac en 1997 pour privilégier alors une armée professionnelle.

Dès les premières années de la 5^e République, de 1959 à 1966 « les grands programmes atomiques, militaires, aéronautiques et spatiaux ont représenté 65 %

1 – Chris Harman, *Zombie Capitalism*, Chapitre 4. Chris Harman était un activiste anglais, membre du Socialist Workers Party en Angleterre dont il a dirigé le journal et participé au Comité central. Une partie de ses œuvres est accessible en ligne en français : <https://www.marxists.org/francais/harman/>

2 – Claude Serfati est économiste, chercheur associé à l'IRES (Institut de recherches économiques et sociales), et au CEMOTEV (Université Versailles-Saint-Quentin) et membre du conseil scientifique d'Attac.

3 – Claude Serfati, *Le militaire Une histoire française*, Éditions Amsterdam, 2017.

4 – Bob Dylan, *Masters of War* (1963). (*Vous qui construisez les avions de la mort / Vous qui construisez les grosses bombes / Vous qui vous cachez derrière les murs / Vous qui vous cachez derrière les bureaux*)

5 – Chris Harman, *op. cit.*

6 – Il s'agit de dépenses militaires auxquelles on ajoute aussi les dépenses de sécurité intérieure (police, gendarmerie nationale, etc.).

7 – Les dollars constants correspondent à un calcul qui permet d'éliminer les variations du pouvoir d'achat du dollar au fil du temps et donc de comparer des investissements dans le temps sans subir l'effet de l'inflation.

8 – L'institut SIPRI ne fournit pas de données avant cette date <https://www.sipri.org/databases/milex>

9 – Frantz Fanon.

10 – Rappelé dans ce discours par le Secrétaire générale du Secrétariat générale de la Défense et de la Sécurité nationale SGDSN <http://www.sgdsn.gouv.fr/discours/la-defense-et-les-moyens-de-lindependance-strategique-hommes-industries-capacites/>

de l'ensemble de la recherche publique et autour de 70 % dans les années 70 »¹¹. Après la guerre d'Algérie et la défaite infligée à l'armée française, l'accumulation prend une nouvelle direction et se concentre sur le nucléaire et ce sont alors jusqu'à environ 50 % des dépenses d'équipement totales qui vont à l'effort nucléaire de 1965 à 1969¹².

Les recherches nécessaires au nucléaire militaire sont venues amorcer puis ont alimenté dans le temps le champ du nucléaire civil faisant actuellement de la France le troisième producteur mondial d'électricité nucléaire dans le monde (à égalité avec la Chine, loin derrière les États-Unis et loin devant le quatrième pays la Russie), le pays le plus dépendant de l'énergie produite par son parc nucléaire (69 %, l'Ukraine est deuxième avec 55 %)¹³ et la quatrième puissance nucléaire militaire en terme de têtes nucléaires¹⁴.

FRANCE : TROISIÈME EXPORTATEUR D'ARMES

Le capitalisme français concentre 11 % des exportations d'armement sur la période 2017-2021, c'est le troisième exportateur d'armes au niveau mondial sur cette période. Si elle reste devancée par les États-Unis qui représentent 39 % de ces exportations et la Russie qui en comptabilise 19 %, la France est largement devant la Chine qui n'en concentre que 4,6 % sur cette même période.

Et pour exporter des armes, il faut évidemment les produire. Et de ce point de vue aussi, la place qu'occupe le militaire dans l'appareil productif du capitalisme français est démesurée¹⁵ :

- Sur les 50 premières usines de France par effectifs salariés, 15 appartiennent à des groupes engagés dans la production

C'est parce que le capitalisme français a investi massivement dans ce secteur que d'autres ont reculé, victimes de la compétition économique d'autres États et capitalismes nationaux

militaire aéronautique, navale et terrestre. Seul le secteur de l'automobile est plus représenté avec 17 usines.

- Les plus grands groupes à production militaire (moins d'une dizaine) comptaient en 2012 pour 22 % de l'ensemble des dépenses de recherche et de développement des 50 premiers groupes industriels français.

- 6 % des effectifs de l'industrie manufacturière sont salarié-es de l'industrie et sont concentrés dans quelques régions comme l'Île-de-France, 12 % des emplois de l'industrie qui sont dans le secteur de la Défense, et Provence-Alpes-Côte-d'Azur 20 %

Ces données attestent de la centralité de la Défense et de la Sécurité dans le système nationale d'innovation et de production ainsi que de la spécialisation de l'industrie française sur les marchés militaires et les industries proches comme le nucléaire et l'aéronautique qui se fait au détriment d'autres secteurs industriels (équipements industriels, biens de consommation etc.).

Autrement dit, il faut envisager la centralité de l'industrie de défense et de sécurité non pas comme le moyen pour le capitalisme français de préserver son industrie, mais plutôt comme le facteur principal de l'affaiblissement de l'industrie manufacturière. C'est parce que le capitalisme français a investi massivement dans ce secteur que d'autres ont reculé, victimes de la compétition économique d'autres États et capitalismes nationaux.

*They hit the world trade, the Pentagon, and almost got the White House now everybody walkin' round patriotic How we gon' fight to keep freedom when we ain't got it? You wanna stop terrorists? start with the U.S. imperialists*¹⁶

UNE ARMÉE QUI FAIT LA GUERRE SANS COMPTER

Il n'existe aucun décompte officiel des interventions menées par l'armée française à l'extérieur. Cela ne signifie pas que l'État français et l'armée française ne communiquent pas sur certaines opérations extérieures (OPEX), mais rien ne les oblige à le faire, ni avant, ni pendant, ni après. Le « droit de faire la guerre » est celui du président de la République, il peut décider seul d'envoyer des troupes, sans consulter ni ministre, ni gouvernement, ni Parlement.

Le dernier rapport parlementaire sur le sujet date de 2015 et a dénombré 111 opérations militaires menées à l'extérieur des frontières de l'État français entre 1991 et 2015 et 25 opérations en cours cette année-là. Ce qui est certain c'est que l'armée française fait la guerre dans des conflits d'envergure ou mène des occupations dont l'initiative est celle de l'État français seul : en 2011 en Lybie, de 2013 à 2022 au Mali jusqu'à ce que l'État malien demande à l'armée française de quitter son territoire, en République centrafricaine de 2013 à 2016 ; dans des conflits sous commandement de l'Otan en Afghanistan, en Irak ou au Liban pour ne parler que des guerres les plus récentes.

Les contingents les plus importants de soldats et les durées les plus longues d'occupations ont, dans la très grande majorité des cas, lieu en Afrique où l'armée

La sécurisation de zones de marché, de zones d'influences, de ressources ou de matières premières est la raison pour laquelle l'armée française vient garantir « la présence de la France dans une Afrique convoitée »

française honore les « accords de défense » en appui du capitalisme français et des « accords de partenariat économique » facilités par le franc CFA et la Francophonie. La sécurisation de zones de marché, de zones d'influences, de ressources ou de matières premières est la raison pour laquelle l'armée française vient garantir « la présence de la France dans une Afrique convoitée »¹⁷ pour reprendre le titre d'un groupe de travail du Sénat en 2013.

Toujours en 2013, avant que l'opération Barkhane ne soit en place, des soldats des forces spéciales de l'armée française avait été envoyée pour protéger

11 – Claude Serfati, *op. cit.*, p118.

12 – Claude Serfati, *ibid.*, p58.

13 – <https://pris.iaea.org/PRIS/WorldStatistics/NuclearShareofElectricityGeneration.aspx>

14 – <https://sipri.org/media/press-release/2022/global-nuclear-arsenals-are-expected-grow-states-continue-modernize-new-sipri-yearbook-out-now>

15 – Claude Serfati, *op. cit.*, p89.

16 – Dead Prez, *Know your enemy* (2002). (*Ils ont frappé le World Trade, le Pentagone et on presque atteint la Maison Blanche. Comment allons-nous nous battre pour conserver la liberté alors que nous ne l'avons pas? Vous voulez arrêter les terroristes? Commencez par les impérialistes US*)

17 – Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées par le groupe de travail sur la présence de la France dans une Afrique convoitée <https://www.vie-publique.fr/rapport/33604-presence-de-la-france-dans-une-afrique-convoitee>

les mines d'Uranium exploitées par Areva¹⁸ qui est chaque année parmi les 3 entreprises qui produisent le plus d'Uranium avec les entreprises Cameco et Kazatomprom, une entreprise canadienne et une entreprise kazakhe, deux pays disposant de mines d'Uranium sur leur territoire national. L'État français est « *dépendant des seules mines du Niger pour son approvisionnement en uranium à usage stratégique militaire* »¹⁹ et y a replié les troupes de l'opération Barkhane chassée par l'État malien.

Et pour prendre l'exemple d'un autre grand groupe du capitalisme français : Total produit près de 30 %²⁰ de son pétrole et de son gaz en Afrique. Total est aussi l'entreprise qui a réalisé en 2021 les bénéfices les plus importants (14 milliards d'euros²¹) parmi les 40 entreprises du CAC40, l'année où les bénéfices des 40 plus grandes entreprises du capital national n'ont justement jamais été aussi hauts²².

*S'il faut donner son sang
Allez donner le vôtre
Vous êtes bon apôtre
Monsieur le Président*²³

MACRON, CHAMPION DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

La Loi de Programmation militaire 2019-2025 que Macron avait faite voter par le Parlement en 2019 prévoyait une augmentation progressive des budgets militaires de 41 % sur la période et de 71 % si on

Il y a un domaine d'accumulation de moyens de destruction dans lequel les pays de l'Union européenne ont rapidement trouvé des intérêts communs : le contrôle des frontières

compare ce qui était prévu en 2025 par rapport au montant des dépenses de 2018. Elle prévoyait par exemple 37 milliards d'euros pour le renouvellement de l'arsenal de dissuasion nucléaire (naval et aérien). Macron a cependant décidé que cette augmentation, pourtant spectaculaire, n'était pas suffisante et a annoncé la veille du défilé militaire annuel du 14 Juillet dernier, qu'il avait demandé à son ministre des Armées de la réévaluer à l'horizon de 2030 « *pour mener certains investissements et réorienter certaines actions* »²⁴ et que cette loi sera votée début 2023.

Macron a également poursuivi l'effort constant de l'État français dans sa volonté d'élever le niveau d'implication dans la compétition militaire de l'Union européenne²⁵, dans l'espoir de pouvoir éventuellement accélérer l'accumulation de moyens de destruction de l'armée française (si l'UE lui apporte un soutien financier) voire d'augmenter les moyens de destruction sous le commandement de l'armée française en tant que seule puissance nucléaire et aussi en tant qu'armée la plus puissante et expérimentée. Cette avantage comparatif est favorable à l'État et au capitalisme français et est un contrepoids à son influence économique déclinante face notamment au capitalisme allemand au sein de l'UE.

Il y a un domaine d'accumulation de moyens de destruction dans lequel les pays de l'Union européenne ont rapidement trouvé des intérêts communs : le contrôle des frontières. La militarisation de Frontex financée par l'Union européenne et les pays membres de l'union s'est accompagnée d'une augmentation de son budget passé de 19 millions d'euros en 2004 (date de la création de l'agence) à 758 millions en 2022 et d'une augmentation de son niveau de destruction. L'application des accords de Schengen²⁶ en 1995 s'est faite

La concurrence de l'hégémonie américaine est désormais menée par la Chine et se joue à nouveau pleinement aux niveaux économiques et militaires qui viennent se cristalliser au sein d'une zone que Macron a placée au cœur de sa stratégie militaire dès 2018 : l'Indopacifique

à condition de verrouiller les frontières : 40 555 personnes²⁷ sont mortes en voulant rejoindre l'Union européenne depuis 1993 ; et d'externaliser la tragédie qu'elles engendrent : Frontex intervient désormais hors de l'espace Schengen, comme en Lybie et au Niger.

L'IMPERIALISME FRANÇAIS PRÊT À MORDRE AU PIÈGE DE LA GUERRE

Les États-Unis sont la puissance économique et militaire la plus dominante depuis la Seconde Guerre mondiale. La compétition économique et militaire avec l'URSS s'est terminée avec sa dislocation en 1991. Entre temps, le conflit entre ces deux puissances a poussé à plusieurs reprises l'ensemble de l'humanité aux précipices d'un conflit nucléaire.

La concurrence de l'hégémonie américaine est désormais menée par la Chine et se joue à nouveau pleinement aux niveaux économiques et militaires qui viennent se cristalliser autour des zones d'influence respectives située au sein d'une zone que Macron a placée au cœur de sa stratégie militaire dès 2018 dans la Loi de Programmation militaire 2019-2025 : l'Indopacifique²⁸. Cette zone couvre l'ensemble des pays qui ont un accès direct à l'océan Indien (de la côte Est de l'Afrique jusqu'à l'Australie à l'Ouest et L'Inde au

18 – https://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/02/01/des-reservistes-des-forces-speciales-deployes-sur-les-sites-d-areva-au-niger_1825929_3212.html

19 – <https://survie.org/billets-d-afrique/2017/267-mai-2017/article/niger-une-base-strategique-pour-la-france-et-ses-allies>

20 – <https://survie.org/billets-d-afrique/2019/288-juillet-aout-2019/article/total-et-francafrique-l-histoire-evolue-mais-continue>

21 – En ça va augmenter encore en 2022 : « *TotalEnergies a déjà annoncé en juillet 2022 avoir réalisé plus de 17,7 milliards d'euros de profits (18,8 milliards de dollars) sur le seul premier semestre 2022. Soit presque trois fois plus que sur le premier semestre 2021* » : <https://basta.media/superprofits-totalenergies-n-a-pas-paye-d-impot-sur-les-societes-en-france-depuis-deux-ans>

22 – https://www.francetvinfo.fr/economie/entreprises/totalenergies-annonce-un-benefice-gigantesque-de-14-milliards-d-euros-pour-2021_4953384.html

23 – Boris Vian, *Le Déserteur* (1954)

24 – <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2022/07/13/discours-aux-armees-a-lhotel-de-brienne-1>

25 – <https://www.publicsenat.fr/article/politique/macron-propose-une-vraie-armee-europeenne-135122>

26 – En 2021, l'espace Schengen regroupe 26 États : 22 des 27 membres de l'Union européenne (UE).

La Bulgarie, la Roumanie, Chypre et la Croatie n'y participent pas encore. L'Irlande, quant à elle, bénéficie d'un statut particulier et ne participe qu'à une partie des dispositions Schengen ; quatre États associés, non-membres de l'UE : Norvège, Islande, Suisse et Liechtenstein.

27 – <https://voxeurop.eu/fr/frontex-les-politiques-migratoires-de-lue-ont-tue-plus-de-40-000-personnes-depuis-1993-une-campagne-pour-abolir-frontex/>

28 – <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/asie-oceanie/l-espace-indopacifique-une-priorite-pour-la-france/>

L'affaiblissement économique du capitalisme français, sa dépendance inédite à l'armement et à l'interventionnisme de son armée, le nationalisme de sa bourgeoisie sont les rails qui mèneront l'impérialisme français à vouloir précipiter toute la société dans la guerre

Nord) et au sud de l'océan Pacifique (de la Nouvelle-Zélande jusqu'à la Corée du Sud et la Corée du Nord, le Japon et la Chine en incluant toutes les îles dont Taïwan).

Au-delà de l'intérêt stratégique de la zone qui concentre 60 % de la population mondiale et des richesses produites chaque année et deux tiers de la croissance économique, l'État français y contrôle des territoires conquis durant son expansion coloniale, des bases militaires et des zones d'influence : 93 % de sa zone économique exclusive (espace maritime souverain) est située dans les océans Indien et Pacifique. Au total, 1,5 million d'habitants y résident, ainsi que 8 000 militaires en permanence.

Le développement du conflit entre la Chine et les États-Unis dans ses aspects économiques et militaires est amené, étant donné le poids de ces deux puissances dans l'accumulation de moyens de production et de destruction, à prendre des proportions qui concerneront certainement la majorité des États à travers le monde. L'affaiblissement économique du capitalisme français, sa dépendance inédite à l'armement et à l'interventionnisme de son armée, le nationalisme de sa bourgeoisie obsédée par sa propre grandeur qui s'estompent sont les rails qui mèneront l'impérialisme français à vouloir précipiter toute la société dans la guerre et notre classe dans les cimetières. La guerre nécessite de construire une union

nationale qu'il va nous falloir combattre en toutes occasions.

L'instabilité du pouvoir politique de Macron et de la classe bourgeoise dans un contexte de crise économique majeure s'illustre aussi à travers le renforcement continu depuis plusieurs années de l'ensemble des moyens assignés à la police (armes, recrutement, lois...) qui s'est, elle aussi, militarisée.

L'armée a également un rôle de maintien de l'ordre. Par exemple, à travers les missions et fonctions de la gendarmerie (force armée en charge de fonctions de police) régulièrement aux côtés de la police dans les répressions de mouvements sociaux, dans les déclarations récentes de Darmanin qui veut ouvrir à Mayotte des lieux de rééducation et de redressement pour mineurs qui seraient encadrés par des militaires ou bien dans le développement économique, idéologique et politique de la « guerre contre le terrorisme » menée par les puissances occidentales pour justifier des guerres à l'extérieur des frontières aussi bien que des politiques sécuritaires et racistes à l'intérieur des frontières.

À propos de ce rôle de maintien de l'ordre, Robert Paxton²⁹ nous rappelle ce qui distingue encore l'armée française des autres : « *la France n'était certes pas, à la fin du 19^e siècle, le seul pays en Europe où les troupes régulières réprimaient les grèves industrielles mais ce n'est qu'en France qu'on vit l'armée reconquérir la capitale à la manière d'une forteresse ennemie et cela par deux fois en 1848 et 1871* ».

MATHIEU PASTOR

29 – Robert Paxton, historien américain, spécialiste de la Seconde Guerre mondiale : <http://revueperiode.net/une-breve-histoire-de-limperalisme-francais/>

À LIRE, POUR ALLER PLUS LOIN

« Notes sur l'impérialisme en chantier », A2C, 10/02/2017. Analyse de l'impérialisme qui souhaite redonner une boussole pour comprendre la situation actuelle plus qu'une analogie historique – Théorie de l'impérialisme : l'impérialisme c'est quoi ? – Impérialisme, produit de la dynamique du capitalisme – Grandes tendances et conséquences – Quelques problèmes, questions, débats...

<https://www.autonomiedeclasser.org/international/notes-sur-limperalisme-en-chantier/>



« L'impérialisme et la guerre en Ukraine », Alex Callinicos, *Socialist Worker* n° 2798, 27/03/2022, traduction A2C 26/06/2022. Analyse des enjeux de la guerre en Ukraine sur le plan des impérialismes à l'œuvre via une critique des positions du marxiste libanais Gilbert Achcar et en interrogeant la qualification de guerre « inter-impérialiste ».

<https://www.autonomiedeclasser.org/international/limperalisme-et-la-guerre-en-ukraine/>



« Guerre et rationalité du capital : les impérialismes selon Boukharine et Lénine », Jad Bouharoun, *Bulletin A2C* n° 13, avril 2020. Divergences et apports entre définitions de l'impérialisme de Boukharine et Lénine.

<https://www.autonomiedeclasser.org/petite-bibliotheque-a2c/guerre-et-rationalite-du-capital/>



« Féminisme et Impérialisme », Louna et Juliette suite à un exposé de Ombeline et Juliette, 04/01/2022. Comment construire un rapport de forces féministe qui ne laisse pas de place à l'impérialisme et au racisme.

<https://www.autonomiedeclasser.org/audiotheque/audio-feminisme-et-imperialisme/>



Les dynamiques contemporaines de l'impérialisme au Moyen-Orient, Anne Alexander, *International Socialism Journal* n° 159, été 2018, traduction A2C juillet 2018. État des lieux des principales rivalités géopolitiques qui déchirent le Moyen-Orient, tout en situant leur logique objective dans les dynamiques sous-impérialistes des États et des capitaux de la région. <https://www.autonomiedeclasser.org/international/les-dynamiques-contemporaines-de-limperalisme-au-moyen-orient-une-analyse-preliminaire/>





QUI SOMMES-NOUS ?

A2C REGROUPE DES ACTIVISTES QUI REFUSENT D'ÊTRE DES RÉVOLUTIONNAIRES SANS RÉVOLUTION

À l'heure de la radicalisation de la trajectoire antisociale, raciste et autoritaire du Capital et de ses laquais d'État, à l'heure où la polarisation politique s'accroît, où l'antagonisme s'aiguise entre notre classe et ce vieux monde qui n'en finit pas de pourrir, nous décidons de nous regrouper pour arrêter de nous sentir impuissant-es et risquer d'être désespéré-es.

Nous nous regroupons, car, pas plus qu'à la révolution, nous n'avons renoncé à la politique. Nous n'avons pas renoncé à faire de la politique dans le mouvement, à nourrir nos expériences de lutte de nos réflexions, à enrichir nos réflexions de nos pratiques dans la lutte des classes.

Nous nous regroupons car notre analyse de la période nous pousse à être ouvert-es aux possibilités qu'elle ouvre et intransigeant-es face aux dangers dont elle est remplie. C'est pourquoi nous mettons au cœur de nos activités militantes la lutte contre le fascisme sur la base d'une analyse matérialiste du danger qu'il représente (voir le texte *Le temps est compté. Il y a un danger fasciste*) et les luttes antiracistes et en particulier la lutte contre l'islamophobie, forme actuelle du racisme « respectable », face à laquelle nous ne céderons pas un

pouce de terrain (voir le texte *Notre antiracisme*).

Nous nous regroupons autour d'une stratégie qui indique un but politique : l'autonomie de notre classe. Autonomie vis-à-vis de ce monde immonde dont la destruction est notre seul but ; Autonomie vis-à-vis de l'exploitation qui y domine, des oppressions qui s'y développent ; Autonomie de celles et ceux qui luttent, seul-es à même de décider des buts, des formes, des tactiques du mouvement. Autonomie de nos luttes, autonomie dans nos luttes.

L'autonomie n'est pas simplement, pour nous, le meilleur moyen d'obtenir des victoires, elle est aussi un but en soit. Une construction chaque fois recommandée qui permet à celles et ceux qui s'engagent dans la lutte de reconnaître leur pouvoir de changer les choses sans César ni tribun, d'augmenter leur confiance en la possibilité de prendre nos affaires en main — seule solution pour conjurer la catastrophe dans laquelle nous plonge le capital et son monde.

L'autonomie de nos luttes contre les oppressions que nous subissons n'est pas la meilleure tactique possible, mais la garantie de pouvoir s'émanciper pleinement, réellement. On s'émancipe par

nos luttes autonomes et autogérées. L'autonomie de et dans nos luttes est la préfiguration du monde qui vient, le monde que nous construirons sur les ruines de celui-ci — un monde où il y aura la place pour tous nos mondes comme on dit au Chiapas.

Nous nous regroupons par-delà nos origines et expériences diverses, non pas pour ajouter de la division à la division, mais pour, collectivement, élaborer, proposer, tester dans le mouvement une orientation stratégique fondamentale, contre tous les opportunistes et tous les sectarismes : la construction, partout, tout le temps, *by any means necessary*, de ce qui renforce l'autonomie de notre classe.

Nous ne sommes pas une énième fraction de tel ou tel parti — bien qu'une partie d'entre nous a milité au NPA — mais bien une tendance à l'intérieur du mouvement général de contestation de l'ordre établi. Un « centre politique »

L'autonomie de nos luttes contre les oppressions que nous subissons n'est pas la meilleure tactique possible, mais la garantie de pouvoir s'émanciper pleinement, réellement

qui a vocation à confronter ses élaborations et ses propositions, tant théoriques que pratiques, avec l'ensemble des composantes du mouvement. Pour nous en donner les moyens nous nous réunissons tous les deux mois pour des formations, des débats, et nous éditons un site, des brochures thématiques et depuis janvier 2022 une revue — *Les Cahiers d'A2C*, après avoir publié et diffusé quinze numéros d'un bulletin « à vocation régulière » entre 2017 et 2020.

A2C est un processus, ouvert et évolutif, qui sera ce que les militantes et militants qui ont décidé de s'approprier cet outil en feront.

POUR NOUS SUIVRE ET NOUS CONTACTER :

Les Cahiers d'Autonomie de classe. La revue que nous produisons est vendue par les militant-es localement à Paris 20^e, Paris 18^e, Rennes, Marseille, Toulouse, Montreuil, Nantes, Strasbourg, Nîmes ou Grenoble.

Le site Internet A2C pour l'autonomie de classe. Vous pouvez retrouver l'ensemble de nos publications à portée théorique, stratégique et le retour de nos interventions dans le mouvement à travers « Le fil du mouvement » sur notre site : <https://www.autonomiedeclasse.org/>



Facebook et Instagram. Vous pouvez nous contacter et interagir avec l'ensemble de nos analyses ou de nos arguments via notre page Facebook ou notre compte Instagram : A2C - Pour l'Autonomie de classe (@a2c.autonomiedeclasse)

Le début des années 2020 est ébranlé par des affrontements entre États sans précédent au 21^e siècle. Aux quatre coins du globe, aux portes des civilisations occidentales, ces guerres prennent un caractère global. Global en raison des intérêts antagonistes entre puissances à l'origine de ces ignominies. Global en raison des transformations politiques durables qu'impliquent ces guerres : le danger du fascisme, l'exacerbation du racisme ou du nationalisme en sont des processus intimement liés.

Nous regroupons ici cinq textes publiés entre 2018 et 2023, dans nos bulletins, puis dans la revue *Les Cahiers d'autonomie de classe*.

Le premier donne les clés de la période : socialisme ou barbarie. La barbarie se répand en raison de la trajectoire qu'emprunte le capital : la concurrence exacerbée entre les firmes capitalistes, l'autoritarisme, la course à l'armement ou les politiques racistes ne sont pas des orientations politiques parmi

d'autres, elles correspondent aux impératifs des capitaux et de leurs États.

Le deuxième explicite les théories de l'impérialisme et défend une position : dans le cas de la guerre en Ukraine, et dans d'autres guerres à venir, le combat doit être mené contre l'ensemble des puissances impérialistes impliquées.

Le troisième donne les clés pour comprendre les processus conduisant à l'aggravation des rivalités économiques, territoriales et militaires entre la Chine et les États-Unis.

Le quatrième retrace la place du militarisme dans la construction de l'État français et sa place surdimensionnée dans l'économie française.

Le dernier s'attarde sur un phénomène propre à l'aire des États-Nations, étroitement lié à la naissance de l'impérialisme et à son développement : le contrôle des frontières aux mépris de la mort de celles et ceux qui les traversent.

WWW.AUTONOMIEDECLASSE.ORG



JUILLET 2023

PRIX LIBRE